



Saint-Denis, le 10 janvier 2018

Motion adoptée lors de l'AG du SPIP de la Seine-Saint-Denis.

Nous, personnels syndiqués et non-syndiqués du SPIP de Seine-Saint-Denis, réunis en Assemblée Générale le 09 janvier 2018, exprimons par le biais de cette motion notre colère face au mépris affiché par le gouvernement et le Président de la République à l'égard de notre profession.

Après plusieurs mois d'une mobilisation historique, les Conseillers Pénitentiaires d'Insertion et de Probation obtiennent le passage en catégorie A, reconnaissance salariale et statutaire à la hauteur de leur engagement professionnel au quotidien.

Malgré :

- le protocole signé par l'ensemble des organisations représentatives de notre filière
- le protocole signé par le Ministre de la Justice le 22 juillet 2016
- le protocole contresigné par le Président de la République le 26 juillet 2016
- le comité technique ministériel adoptant, le 05 mai 2017, la totalité des textes

Le gouvernement, sans aucun respect de la signature présidentielle et des engagements que celle-ci a portée pour notre profession, décide de reporter la réforme statutaire pour 3 000 Conseillers Pénitentiaires d'Insertion et de Probation, qui assurent l'accompagnement socio-judiciaire de plus de 250 000 condamnés et prévenus tant en milieu ouvert que fermé.

Par conséquent, personnels syndiqués et non-syndiqués avons décidé, à l'unanimité des présents (- 3 abstentions) d'appeler à rejoindre

la Manifestation Nationale du 1^{er} février 2018 à Paris.

Contraints à reprendre notre mobilisation à travers de premières modalités d'actions amenées à se durcir si Monsieur le Président et son gouvernement s'entêtent à ne pas respecter le protocole signé, de manière conséquente, nous décidons également du boycott :

- des réunions départementales
- des réunions de service
- des réunions de secteurs

Nous appelons aussi les Conseillers Pénitentiaires d'Insertion et de Probation de la Seine-Saint-Denis à la nouvelle Assemblée Générale du 06 février 2018.

Ensemble et unis, nous nous tenons prêts à exprimer plus fortement notre colère si l'État ne respecte pas ses engagements signés.